



Pôle Recherche et Publications

Observatoire des pays de la CEEAC et du Nigéria

Anticipation de l'élection présidentielle en Guinée Équatoriale : Analyse des enjeux

Par

Ordy BETGA MBOFUNG, PhD
Politologue
Chercheure au Think tank CEIDES

Septembre 2022

Dans un décret du 20 septembre 2022, le président équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema Mbasogo a décidé de l'anticipation de l'élection présidentielle. Initialement prévue pour le premier trimestre de 2023, elle se tiendra finalement le 20 novembre 2022 en même temps que les élections législatives et municipales. Ce décret entérine ainsi la décision du parlement du 05 septembre 2022 sur le même objet. Officiellement, l'organisation d'élections générales uniques permettra au pays de faire des économies, en contexte de crise économique affectant le pays du fait de la pandémie du covid-19 et de la guerre en Ukraine. En effet, l'économie équato-guinéenne, comme dans la plupart des pays africains, est impactée par les conséquences économiques du conflit russo-ukrainien ainsi que ses répercussions sur les chaînes de valeur mondiales et le coût de l'énergie. Ce pays d'une superficie de 28 051 KM² pour une population d'environ un million et demi d'habitants dispose d'importantes ressources pétrolières qui représentaient en 2015 94% des exportations et 85% du PIB national selon le FMI.

Si le regard porté sur cette anticipation de l'élection présidentielle paraît mitigé aussi bien au sein de l'opinion publique équato-guinéenne que hors des frontières, il est intéressant d'en analyser les enjeux. Au demeurant, quelles sont les chances de l'opposition et quelle alternance possible au sommet de l'État ? Répondre à cette question passe par une compréhension du contexte politique actuel en Guinée Équatoriale marqué par une démocratie fragile (I), lequel permet d'entrevoir les possibles outputs de l'élection du 20 novembre (II). Il est toutefois important de prévenir durablement toute crise sociopolitique (III).

I- Une démocratie fragile en Guinée Équatoriale

Depuis son indépendance le 12 octobre 1968, la Guinée Équatoriale n'a connu que deux présidents. Obiang Nguema, arrivé au pouvoir le 03 août 1979 à la suite d'un coup d'État contre son oncle Macias Nguema, détient aujourd'hui le record de longévité au pouvoir dans le monde pour un président (hors monarchie) avec 43 ans en exercice. Il a été légitimé par au moins cinq élections depuis le putsch de 1979.

Le processus démocratique en Guinée Équatoriale bien que marqué depuis le milieu des années 1990 par un certain nombre de réformes et ensuite la mise en place d'institutions dites démocratiques et l'organisation régulière d'élections, reste fragile et perfectible comme dans bon nombre de pays d'Afrique subsaharienne et de la sous-région Afrique Centrale en particulier. Le pouvoir politique demeure fortement concentré entre les mains du président

dont le parti PDGE (Parti démocratique de Guinée Équatoriale) monopolise la scène politique avec actuellement 99 des 100 députés de la Chambre basse et tous les 70 sénateurs. Le président demeure la clé de voûte de l'édifice constitutionnel, et en tant que chef du parti les élus ont de fait un devoir de loyauté à son égard. L'élection « rite démocratique » ne sert qu'à légitimer le pouvoir en marge de l'expression réelle du suffrage universel (GUEYE, 2009). Les multiples élections organisées jusqu'ici sont plus qualifiées de parodie avec une opposition politique qui a du mal à s'exprimer, entre répression extrême, musèlement et exil. Le principal parti d'opposition « Citoyens pour l'innovation » a été dissous en février 2018 et plusieurs de ses militants condamnés et emprisonnés dans la foulée. L'unique parti d'opposition encore « toléré » est le CPDS (Convergences pour la démocratie sociale).

La situation globale des droits humains et des libertés fondamentales est fréquemment décriée par des acteurs internes et internationaux, avec la condamnation des actes de torture, arrestations et condamnations arbitraires, exécutions extrajudiciaires etc. La récente abolition de la peine de mort ne semble pas suffisante pour répondre aux exigences internationales en matière de droits de l'Homme. Avec le coup d'État manqué de décembre 2017, la situation s'est davantage détériorée et durcie en termes de répression (plus d'une centaine de personnes de diverses nationalités avaient été interpellées et condamnées, dans un processus contesté et jugé inéquitable). L'empreinte de l'autoritarisme hérité de l'époque coloniale demeure indélébile et la démocratie ne cesse de régresser malgré sa consécration formelle (GUEYE, 2009).

La patrimonialisation du pouvoir politique en Guinée Équatoriale s'analyse à plusieurs égards dans un contexte où une seule famille détient les rênes depuis son indépendance. La très forte imbrication entre parenté et politique (NJOYA, 2009) s'observe dans la dévolution des postes de responsabilité qui semblent ne revenir de droit prioritairement qu'aux proches parents du couple présidentiel. D'ailleurs, la succession héréditaire au sommet de l'État est depuis à l'ordre du jour, même si la reconduction du président Obiang Nguema comme candidat naturel du PDGE à la présidentielle du 20 novembre prochain s'inscrit dans la programmation de la continuité et du statu quo.

II- La programmation de la continuité ou du statu quo

L'un des enjeux autour de l'anticipation de l'élection présidentielle en Guinée Équatoriale résidait dans de la désignation du candidat du parti au pouvoir. Depuis plusieurs années déjà le fils du président, Teodoro Obiang Nguema Mangué est pressenti, voire préparé pour

succéder à son père au sommet de l'État, même si sa personnalité, ses multiples frasques et démêlées avec la justice notamment dans le cadre de l'affaires des « biens mal acquis » en France, ne feraient pas de lui le candidat idéal. Sa nomination en 2017 au poste de Vice-Président et de ministre en charge de la défense et de la sécurité, ainsi que son omniprésence sur la scène politique semblaient traduire les desseins de son père, malgré les objections en interne.

Après l'annonce de la candidature du président Obiang Nguema à sa propre succession, les dés sont jetés, même si la tentation monarchique demeure même en cas de réélection du père. Teodoro fils reste jusqu'ici le dauphin constitutionnel qui assurera le pouvoir en cas de vacance, et malgré quelques voix dissidentes, son père n'abandonnera pas ce projet aussi facilement. Sa réélection pour un sixième mandat semble évidente. Le « clan » dirigeant mettra tout en œuvre pour préserver ses intérêts et privilèges gravitant autour de l'actuel président.

III- Prévenir la déliquescence de l'État et renforcer sa stabilité et celle de la sous-région

La candidature du président Obiang Nguema relance le débat sur l'épineuse question de la transparence et de la crédibilité des élections futures dont l'issue serait connue d'avance. L'opposition semble complètement dépossédée de tout moyen d'action au regard du monopole du PDGE. Quelle perspective pour les jeunes ? Combien de temps va durer la résignation actuellement perceptible, surtout avec une crise économique qui se profile à l'horizon ? Ces différents facteurs pourraient constituer un cocktail explosif qu'il serait judicieux de désamorcer plutôt que d'en retarder l'explosion. Le spectre d'une crise pré/post-électorale n'est jamais éloigné.

Il est également question à notre sens pour le président Obiang Nguema d'essayer de gagner du temps avec une nouvelle réélection, pour mieux organiser sa succession. Chaque choix sera déterminant. Aujourd'hui âgé de 80 ans, ce sixième mandat est constitutionnellement le dernier qu'il puisse briguer (sauf modification ultérieure). Les luttes fratricides de succession consubstantielles au caractère patrimonial du pouvoir s'intensifieront, entre membres de la famille héréditaire et politique du président. La violence pourrait se présenter comme seule option d'alternance à la fois pour l'opposition et les proches oubliés ou insatisfaits. À l'heure où la menace des coups d'État resurgit en Afrique Subsaharienne en raison entre autres de la crispation du jeu démocratique, il est essentiel d'être attentif aux développements en Guinée

Équatoriale. C'est le lieu pour des institutions telles l'UA et la CEEAC d'activer les mécanismes de bons offices et autres pour débloquent et décrispent le processus démocratique pour un environnement politique plus pacifié et consensuel, vecteur de stabilité à la fois interne et sous-régionale.

Références bibliographiques :

GUEYE Babacar, « La démocratie en Afrique : succès et résistances », dans *Pouvoirs*, n°129, février 2009, pp.5-26, sur <https://www.cairn.info/revue-pouvoirs-2009-2-page-5.htm>

LOUNGOU Serge, « Des « guerres » de succession en Guinée Équatoriale, au Congo et au Cameroun. Vers un embrasement de l'Afrique Centrale ? », *Diploweb.com : la revue de géopolitique*, 23 avril 2022, sur <https://www.diploweb.com/Des-guerres-de-succession-en-Guinee-Equatoriale-au-Congo-et-au-Cameroun-Vers-un-embrasement-de-1.html>

MUKONDE MUSULAY Pascal, « Démocratie électorale en Afrique Subsaharienne. Entre droit, pouvoir et argent », Genève, Globethics.net, 2016, 210p.

NJOYA Jean, « Parenté et politique en imbrication : la construction politico-juridique de la succession héréditaire » dans *Revue camerounaise de Science Politique*, Vol.16, numéro 1&2, 2009, pp.41-66.

Le Centre africain d'Etudes Internationales, Diplomatiques, Économiques et Stratégiques (CEIDES) est un laboratoire d'idées qui cumule plus d'une dizaine d'années d'expérience dont six d'existence officielle sous la forme d'une association indépendante, à caractère scientifique et à but non lucratif.

Le CEIDES a vocation à contribuer à la paix et à la prospérité du continent. Il s'engage ainsi à travers la stratégie, la recherche, le conseil, l'influence et la formation dans le cadre du continuum des 3D Développement/Diplomatie/Défense.

Il compte 4 Clubs actifs qui rassemblent des décideurs, chercheurs et partenaires à différentes échelles.

L'intelligence des situations et des contextes, sans enfermement systémique, par recours à la rigueur méthodologique des sciences sociales, la capacité à mettre en place des espaces ouverts, transdisciplinaires et multiacteurs de dialogue structuré et en partager le fruit par des mécanismes de lobbying et plaidoyer sont notre cœur de métier.



ceides

Centre africain d'Etudes Internationales
Diplomatiques Economiques et Stratégiques

B.P. 35147 Bastos-Yaoundé/Cameroun

Tél : (+237) 243 105 872

www.ceides.org

Email : infos@ceides.org



Think tank Ceides